

Appel de Bagnex

Ratsirakistes, Zafistes, TGVistes et TIMistes réunis !

Sobika – Edito – 06/01/10

Des membres de la Diaspora en France, représentant un ensemble de partis malgaches dont le GTT international, l'Arema France, TIM France et le TGV France entre autres se sont réunis le 4 Janvier 2009 pour établir une position commune sur la crise, chose que les partis locaux n'ont jamais réussi à faire ! Les politiciens de Diaspora veulent donc montrer l'exemple sur la notion de consensualité et d'inclusivité pour sortir de la crise. Cette réunion intervient à la veille de la réunion du GIC et voici la teneur du communiqué

Appel de Bagnex du lundi 4 janvier 2010

Déclaration commune, consensuelle et inclusive des représentants à l'étranger, plus particulièrement en France et en Europe, des organisations politiques et des associations engagées dans une recherche démocratique de sortie de crise à Madagascar suivantes (par ordre alphabétique des présents) :

Alliance Malagasy Dispo, Arema France, Assidu Madagascar, Avi France, CRN France, France Capedsm, Avi France, Gtt international, Hetsika Diaspora, HPM France, Leader France, MDSM Europe, MFM France, Monima France, Reseau Tsiamialonjafy, TGV France, Tim France, Zanak'avaratra France

Les représentants à l'étranger, plus particulièrement en France et en Europe, des organisations politiques et des associations engagées dans une recherche démocratique de sortie de crise à Madagascar font état de leur volonté partagée de porter un appel commun en direction à la fois :

- des dirigeants politiques de la Présidence et du gouvernement de « la Haute Autorité de la Transition »,
- de l'ensemble des acteurs de la vie publique à Madagascar (partis politiques, corps constitués, « société civile », autorités militaires, pouvoirs administratifs, etc.)
- de la communauté internationale représentée par les chancelleries locales et le « groupe international de contact » - devant se réunir à partir du 6 janvier 2010 - sur Madagascar.

Cet appel rassemble les premiers signataires

- sans renier, ni leurs loyautés d'affiliation politique respectives, ni chacune de leurs appréciations des causes et des conséquences de la crise politique à Madagascar ou des aspirations des uns et des autres à de légitimes évolutions de la situation locale, démocratique et politique, économique et sociale, humaine et environnementale ;
- sans occulter leurs différences voire leurs oppositions de jugement au regard des dispositions engagées par le pouvoir dirigé par « le Président de la Haute Autorité de la Transition », Monsieur Andry Nirina Rajoelina ;
- sans présager, ni des futures alliances ou compétitions politiques des uns et des autres, ni des éventuelles nuances ou divergences de déclinaisons quant aux exigences de cadrage des consultations et des élections démocratiques à venir.

Cet appel exprime un profond regret au regard de l'impasse et l'impossibilité avérées de mise en œuvre des Accords consentis et signés à Maputo le 9 août 2009, puis amendés par les Accords additionnels d'Addis-Abeba le 7 novembre 2009.

Regret d'abord que les parties signataires n'aient pu trouver l'entente recherchée depuis 9 mois en vue d'une conclusion démocratique de cette crise politique et institutionnelle, devenue crise économique et sociale pour Madagascar et sa population.

Regret ensuite que les dispositions prises par les partenaires et bailleurs internationaux en rétorsion à l'encontre des désaccords entre les mouvances politiques aient comme principale victime la population malgache, en particulier sa partie la plus fragile et la plus désœuvrée.

Regret enfin que le prolongement de cette crise vienne compromettre durablement

- l'unité nationale et l'indivisibilité de la République, la paix civile et les libertés publiques, l'unité et la neutralité des forces armées, jusqu'alors difficilement préservées, devenues précaires et fragiles,
- et tout simplement les chances d'un pays et d'une population à recouvrer des institutions, consultations et délibérations démocratiques souveraines et apaisées, un développement économique, une cohésion sociale et un progrès humain sécurisés et respectueux de son environnement.

Cet appel réaffirme aussi un attachement résolu aux valeurs, principes et missions qui devaient prévaloir durant cette période transitoire : notamment « œuvrer pour une transition neutre, inclusive, pacifique et consensuelle, en vue de l'organisation d'élections régulières, justes, transparentes, équitables et crédibles et de la mise en place d'institutions démocratiques et stables ».

Réaffirmer qu'aucun patriote responsable ou dirigeant politique, aucune personne attachée à la terre et au peuple de Madagascar, ne peut avoir intérêt à un fiasco institutionnel et politique, économique et financier, social et humain, de cette transition, sauf éventuellement quelques esprits licencieux qui se complaisent à espérer un jour gouverner un pays en ruine, une population à l'abandon et un État de non-droit.

Cet appel se veut enfin une preuve

- qu'il reste possible de réifier une réelle consensualité au nom d'un ardent, sincère et effectif « intérêt supérieur de la Nation » ;
- qu'il est possible de se résoudre à s'entendre sur une décision importante, une orientation décisive ou des exigences partagées sans tenter,
 - ni d'effacer le passé – ses bienfaits, ses alexies ou ses servitudes,
 - ni de compromettre l'avenir – ses espoirs, ses enjeux ou ses inquiétudes, simplement parce qu'ils ne répondent pas aux exigences personnelles urgentes, aux injonctions partisans paradoxales et aux facilités apparentes actuelles.

Précisément, cet appel – qui interpelle les entités nationales et internationales énoncées en préambule - est **une convergence consentie sur les quatre points suivants** :

1. éviter résolument toute disposition et gouvernance transitoires qui seraient unilatérales et n'auraient pas été soumises à des concertations contradictoires et des délibérations apaisées pour déboucher sur des décisions consensuelles donnant effectivité à la sortie de crise ;
2. diligenter la tenue d'un exercice démocratique – transparent et sincère - visant à évaluer les forces politiques qui assureraient la nécessaire consensualité et l'utile inclusivité des entités qui présideront à l'émergence des nouvelles institutions républicaines, démocratiques et pérennes ;
3. mettre en place des instances – dans l'esprit des engagements consentis – réellement indépendantes devant assurer la transparence, la crédibilité et la reconnaissance de cet exercice électoral et de ses résultats - nationalement et internationalement ;
4. commettre une invitation ambitieuse et exemplaire, à des débats - ni partisans, ni complaisants – qui doivent rendre les règles du jeu électoral – dates et délais, cadre légal, surveillance, financement, etc.... - démocratiques et consensuelles parce que voulues par la majorité de nos compatriotes et admises par nos partenaires internationaux.

Rien de doit être figé, tout doit être constructif pour la réalité de Madagascar et le sens de son histoire. Enfants de Madagascar, nous ne saurons jamais faillir aux forces sacrées de cette terre qui nous rappellent que nos ancêtres nous condamnent à la justice, car au final, ne sera juste que ce qui réussira pour notre « Tanindrazana masina ».

Cet appel de Bagnex - se plaçant au-dessus des controverses vainement partisans et dilatoires - est un engagement – à la fois recommandation et avertissement - pour donner effectivité à ces intentions, pour donner réalité à ces convictions partagées.

Réhabiliter la participation politique, nous mobiliser pour un prochain exercice électoral sincère, délibérer en proposant ou en s'opposant sereinement, est une manière de contribuer à payer notre dette envers la terre de nos ancêtres qui est aussi celle des générations à venir.

Fait à Bagnex le lundi 4 janvier 2010

Source : <http://www.sobika.com/edito.php?idnews=2219>